



37 Rue René Cassin
BEZANNES
CS 30009
51726 REIMS CEDEX

STRUCTURE PETITE ENFANCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

STRUCTURE PETITE ENFANCE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Siège social : 2A Rue Marcel Thil 51100 Reims
SIREN N°775 612 690

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux Membres de l'association STRUCTURE PETITE ENFANCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association STRUCTURE PETITE ENFANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars

Bezannes, le 6 juin 2025

STRUCTURE PETITE ENFANCE
BILAN ACTIF AU 31/12/2024

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	41 983	40 648	1 336	3 532
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	830 815		830 815	830 815
Constructions	20 265 215	8 885 049	11 380 165	12 124 258
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 060 501	778 873	281 628	232 593
Immobilisations corporelles en cours				877
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts	351 977		351 977	293 385
Autres	400		400	400
Total I	22 550 892	9 704 570	12 846 322	13 485 860
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	174 942	19 447	155 495	187 521
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	2 679 160		2 679 160	1 961 614
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4 928 122		4 928 122	6 078 219
Charges constatées d'avance	23 554		23 554	24 896
Total II	7 805 778	19 447	7 786 331	8 252 250
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	30 356 670	9 724 017	20 632 652	21 738 110

STRUCTURE PETITE ENFANCE
BILAN PASSIF AU 31/12/2024

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	664 325	664 325
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	4 698 298	4 672 922
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	6 143 962	6 143 962
Excédent ou déficit de l'exercice	-181 231	25 376
Situation nette (sous total)	11 325 354	11 506 585
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	6 060 564	6 612 266
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs		
Provisions réglementées		
Total I	17 385 918	18 118 851
FONDS REPORTEES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	107 241	118 028
Fonds dédiés		
Total II	107 241	118 028
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	338 746	455 520
Total III	338 746	455 520
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
Total III bis	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	868 560	1 157 325
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	85 279	157 873
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 650 107	1 459 369
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	86 098	141 423
Autres dettes	110 703	129 720
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total IV	2 800 748	3 045 711
Ecarts de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	20 632 652	21 738 110

STRUCTURE PETITE ENFANCE
COMpte DE RESULTAT exercice du 1/1/2024 au 31/12/2024

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	42 270	45 095
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	9 939 351	8 586 384
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 699 000	1 699 144
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	374 191	216 158
Utilisations des fonds dédiés	10 787	10 247
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	6 343	26 523
Total I	12 071 942	10 583 551
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	404 561	391 450
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	807 158	915 764
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	892 049	806 474
Salaires et traitements	7 232 822	6 207 456
Charges sociales	2 365 204	1 716 643
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	1 278 232	1 115 782
Dotations aux provisions	3 634	57 946
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	51 920	16
Total II	13 035 579	11 211 531
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-963 637	-627 981
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	172 893	153 449
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	172 893	153 449
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	9 020	11 394
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	9 020	11 394
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	163 873	142 055
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-799 764	-485 926
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	661 277	563 176
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	661 277	563 176
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital	6 041	18 763
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	6 041	18 763
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	655 236	544 413
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	36 704	33 112
Total des produits (I + III + V)	12 906 112	11 300 176
Total des charges (II + IV + VI + VIII)	13 087 343	11 274 800
EXCEDENT OU DEFICIT	-181 231	25 376

STRUCTURE PETITE ENFANCE ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

1- Informations générales et faits significatifs de l'exercice

1-1 Description de l'objet social, des activités ou missions sociales et moyens mis en œuvre

L'Association STRUCTURE PETITE ENFANCE fondée en 1877, reconnue d'utilité publique par décret du 26 juin 1882, a pour but de favoriser tous services rendus à l'enfant et à sa famille.

Les membres usagers adhèrent à l'Association afin de bénéficier des services proposés par l'Association en s'acquittant chaque année d'une cotisation sous forme de frais d'adhésion.

Les moyens d'action de l'Association sont la création et la gestion de crèches pour contribuer à la réalisation du but de l'Association.

L'Association gère plusieurs établissements sur la Ville de Reims et concourt aux missions telles que définies par le Code de la Santé Publique.

A travers les différents services d'accueil non permanent d'enfants proposés aux familles, elle veille à la santé, à la sécurité, au bien-être et au développement des enfants qui lui sont confiés.

Dans le respect de l'autorité parentale, elle contribue à leur éducation. Elle concourt à l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique qu'elle accueille. Elle apporte son aide aux parents pour favoriser la conciliation de leur vie professionnelle et de leur vie familiale.

L'Association est administrée par un Conseil dont les membres sont élus par l'Assemblée Générale.

Outre les membres élus, le Conseil d'Administration compte deux membres consultatifs :

- la Ville de Reims,
- la Caisse d'Allocations Familiales de la Marne.

Ces deux membres consultatifs sont les principaux financeurs de l'Association avec la prestation de service unique (P.S.U.) versée par la C.A.F. et la subvention de fonctionnement attribuée chaque année par délibération du Conseil Municipal de la Ville de Reims.

1-2 Faits marquants de l'exercice

- Activité de la crèche Hautes Feuilles

La réouverture de la crèche Hautes Feuilles n'a pas pu être envisagée au cours de l'année 2024 compte tenu du manque de personnel persistant.

Aussi, la SPE se trouve en plus confrontée au besoin de remplacement des congés maternité et parentaux en augmentation constante du fait du rajeunissement de l'effectif (50 % du personnel a moins de 35 ans), ayant pour conséquence de neutraliser les effets attendus du recours à l'apprentissage pour satisfaire les postes à pourvoir.

- Mise en œuvre des revalorisations salariales pour les professionnels de la Petite Enfance et éligibilité au bonus « attractivité »

Pour la Branche des activités sanitaires, sociales et médico-sociales privée à but non lucratif (BASS) à laquelle appartient la SPE, il a été mis en place des mesures de revalorisations salariales avec un accord du 4 juin 2024 relatif à l'extension du Ségur dans une logique de convergence conventionnelle sans attendre la finalisation des travaux relatifs à la Convention collective unique étendue (CCUE).

Cet accord du 4 juin 2024 a octroyé une indemnité forfaitaire mensuelle brute de 238 € (base temps plein) avec effet rétroactif au 1er janvier 2024 pour l'ensemble des salariés.

La Cnaf a adopté de nouveaux financements pour soutenir la revalorisation des salaires des personnels de crèche. La CAF verse à compter de 2024 un bonus « attractivité » aux partenaires gestionnaires de crèches financées par la Psu qui revalorisent le niveau des rémunérations dans le cadre des conventions collectives nationales dans le secteur privé.

Ce bonus « attractivité » d'un montant de 970 € par place agréée couvre en partie les coûts résultant des revalorisations salariales.

- Travaux d'aménagement de la crèche Bienfait

L'exercice 2024 enregistre les travaux d'aménagement du sous-sol et la rénovation des salles d'activités de la crèche Bienfait réalisés sur la période du 3 juin 2024 au 25 août 2024 avec un transfert d'activité dans les locaux de la crèche Hautes Feuilles.

Le montant total des travaux de la crèche Bienfait s'élève 412 577 €.

2-1 Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels comprennent :

- les états de synthèse composés du bilan et du compte de résultat,
- l'annexe.

Ces documents forment un tout indissociable et sont certifiés en tant que tels.

Les comptes de l'exercice arrêté au 31 décembre 2024 ont été élaborés et présentés en respectant le règlement ANC n° 2018-06 et de ses règlements modificatifs.

2-2 Méthodes générales

- Conventions de principe

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'établissement des comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024 n'a pas dérogé aux principes ci-dessus définis.

- Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'Association.

- Amortissements provisions sur immobilisations

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions (gros œuvre) : 50 ans
- Constructions (étanchéité, façades, couverture, menuiseries extérieures) : 15 à 20 ans
- Constructions (installations générales et techniques) : 15 ans
- Constructions (agencements) : 10 à 15 ans
- Matériel : 5 à 10 ans
- Matériel de transport : 4 à 5 ans
- Matériel de bureau : 5 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 10 ans

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé ont été, le cas échéant, dépréciés par voie de provision pour tenir compte de la valeur actuelle de ces biens.

- Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

- Engagements de retraite

Le montant des engagements de retraite, déterminé en fonction d'hypothèses actuarielles au 31 décembre 2024 s'élève à 611 402 €. La provision IFC correspond à l'engagement non couvert par le contrat d'assurance à la fin de l'exercice, soit 338 746 €.

Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- Âge de départ en retraite : 62 à 65 ans (Réforme des retraites)
- Taux de croissance des salaires : 3%
- Taux d'actualisation : 3,3%
- Table de mortalité : TH00-02 (vie) et TF00-002 (vie)

- Fonds associatif

Au passif du bilan, le poste "102-Fonds propres sans droit de reprise" reste identique avec 664 325 €.

- Legs et donation avec contrepartie

Le 24 juin 2006, la société STAR GT Acquisition a fait un don de 250 000 € à l'Association, somme qui doit être utilisée progressivement dans le cadre du budget d'investissement :

- Pour aménager des aires de jeux à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments ;
- Pour compléter les créations d'unités de vie des enfants.

Le compte "1911-Legs ou donations", avec enregistrement en déduction le montant global "utilisation des fonds dédiés" correspondant au montant de l'acquisition des immobilisations amortissables sur la même durée que celle retenue pour l'amortissement des immobilisations s'élève à 118 028 € à l'ouverture de l'exercice 2024.

A 31 décembre 2024, la quote-part pour l'exercice 2024 est rapportée en produit au compte de résultat avec le compte "7896-Utilisation des fonds dédiés" pour 10 787 €.

Ainsi le compte " 1911-Legs ou donations", avec enregistrement en déduction de la quote-part "utilisation des fonds dédiés" s'élève à 107 2418 € à la clôture de l'exercice 2024.

- Subventions d'investissements

La reprise des subventions d'investissements qui financent des immobilisations amortissables s'effectue sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur des immobilisations acquises ou créées au moyen de ces subventions.

La reprise des subventions d'investissement qui financent des immobilisations non amortissables est étalée sur le nombre d'années pendant lesquelles les immobilisations sont inaliénables aux terme du contrat. A défaut de clause d'inaliénabilité, le montant de la reprise de chaque exercice est égal au dixième de montant de la subvention.

Au 1er janvier 2024, le compte " 131-Subventions d'investissement" diminué des quotes-parts des subventions d'investissements virées au résultat des exercices antérieurs s'élève à 6 612 266 €.

Sur l'exercice 2024, le compte " 131-Subventions d'investissement" est augmenté des subventions d'investissement accordées sur l'année pour un montant de 99 075 €.

A 31 décembre 2024, la quote-part pour l'exercice 2024 est rapportée en produit au compte de résultat avec le compte "777-Quote-part des subventions d'investissements virée au résultat de l'exercice" pour un montant de 650 777 €.

Ainsi, le compte " 131-Subventions d'investissements" est d'un montant de 6 060 564 € à la cloture de l'exercice 2024.

3- Informations sur les postes de l'actif du bilan

3-1 Etat de l'actif immobilisé, amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé

- Actif immobilisé

Immobilisations	(I)	(II)	(III)	(IV)	(V)=(I+II-III+IV)
	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Virement de poste à poste	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	41 983				41 983
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains	830 815				830 815
Constructions	19 889 631	479 847	85 448	-18 816	20 265 215
Installations techniques, matériel et outillage industriels	999 715	107 172	65 201	18 816	1 060 501
Immobilisations corporelles en cours	877		877		0
Avances et acomptes					
Immobilisations financières					
Participations et Créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts	293 385	58 592			351 977
Autres	400				400
Total	22 056 807	645 611	151 526	0	22 550 892

- Amortissements et dépréciations de l'actif immobilisé

Amortissements	(I)	(II)	(III)	(IV)=(I+II-III)
	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	38 452	2 196		40 648
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	7 765 373	1 201 872	82 196	8 885 049
Installations techniques, matériel et outillage industriels	767 122	74 164	62 413	778 873
Total	8 570 946,53	1 278 232	144 608	9 704 570

3-2 Etat de l'actif circulant**- Stocks**

Stocks	(I)	(II)	(III)	(IV)=(I+II-III)
	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
Stocks	0			0
Total	0	0	0	0

- Créances et échéances des créances à la clôture de l'exercice

Créances	Montant	Échéances	
		à moins d'un an	à plus d'un an
Fournisseurs et comptes rattachés	0	0	
Créances clients et comptes rattachés	183 362	183 362	
Personnel et comptes rattachés	3 255	3 255	
Financiers	2 664 481	2 664 481	
Autres créances	11 424	11 424	
Total	2 862 522	2 862 522	0

- Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	23 554
Total	23 554

- Produits à recevoir

Financiers	Montant
Prestations de service C.A.F.	2 511 639
Prestations de service M.S.A	53 601
Subvention d'investissement Région Grand Est	99 075
Aides POLE EMPLOI/A.S.P.	3 572
Aides C.C.A.S	166
Total	2 668 053

Autres	Montant
Divers débiteurs	7 852
Total	7 852

4- Informations sur les postes du passif du bilan

4-1 Fonds propres et tableau de variation

Variation des fonds propres	(I)	(II)	(III)	(IV)	(IV)=(I+II+III-IV)
	Début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	664 325				664 325
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	4 672 922	25 376			4 698 298
Report à nouveau	6 143 962				6 143 962
Excédent ou déficit de l'exercice	25 376		-181 231	25 376	-181 231
Situation nette (sous total)	11 506 585	25 376	-181 231	25 376	11 325 354
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	6 612 266		99 075	650 777	6 060 564
Provisions réglementées					
Total	18 118 851	25 376	-82 156	676 153	17 385 918

4-2 Fonds dédiés et tableau de variation

Variation des fonds dédiés	(I)	(II)	(III)	(IV)=(I+II-III)
	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Fonds reportés liés aux legs ou donations	118 028		10 787	107 241
Total	118 028	0	10 787	107 241

4-3 Subventions d'investissements et tableau de variation

Variation des subventions d'investissements	(I)	(II)	(III)	(IV)=(I+II-III)
	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Total montant nominal	9 816 991	99 075	38 251	9 877 815
Total quotes-parts virées au résultat	3 204 725	650 777	38 251	3 817 251

4-4 Provisions pour risques et charges et tableau de variation

Variation des provisions pour risques et charges	(I)	(II)	(III)	(IV)=(I+II-III)
	Début d'exercice	Augmentation	Diminution	Fin d'exercice
Provision pour créances douteuses	67 858	3 634	52 045	19 447
Provision pour départ à la retraite	455 520		116 774	338 746
Provision pour charge de personnel	0			0
Total	523 378	3 634	168 819	358 193

4-5 Dettes et échéances des dettes à la clôture de l'exercice

- Dettes

Dettes	Montant	Échéances	
		à moins d'un an	à plus d'un an
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	868 560	254 716	613 845
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	85 279	85 279	
Dettes fiscales et sociales	1 650 107	1 650 107	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	86 098	86 098	
Autres dettes	110 703	110 703	
Total	2 800 748	2 186 903	613 845

- Charges à payer

Charges à payer	Montant
Dettes sociales provisionnées C.P.,C.D.D.,R.T.T., C.A., H.S., S.S.	554 370
Charges sociales sur dettes sociales	254 670
Factures fournisseurs non parvenues	16 117
Autres charges à payer (*)	105 612
Total	930 769

(*) Dont estimation pour 88 900 € de la taxe d'habitation sur les établissements non imposés.

Autres	Montant
Divers créiteurs	1 097
Total	1 097

- Produits constatés d'avance

Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	0
Total	0

5- Autres informations**5-1 Détail des éléments exceptionnels**

- La valeur nette comptable des éléments d'actifs mises au rebut ou cédés au cours de l'exercice s'élève à 6 041 €.
- Les produits des éléments cédés au cours de l'exercice s'élèvent à 10 500 €.

5-2 Engagements financiers donnés par l'Association

- Prêt de 300 000 à l'origine à échéance du 14 septembre 2027 ayant eu un report automatique de la Société Générale au 14 avril 2028.
Le capital restant dû au 31 décembre 2024 s'élève à 90 296 €.
Le prêt est garanti par une promesse d'hypothèque sur les biens acquis, prise par acte séparé.

- Prêt de 400 000 € à l'origine à échéance du 16 novembre 2024 ayant eu un report automatique de la Société Générale au 16 juin 2025.
Le capital restant dû au 31 décembre 2024 s'élève à 26 646 €.
Le prêt est garanti par une promesse d'hypothèque sur les biens acquis, prise par acte séparé.

- Prêt de 400 000 € à l'origine à échéance du 13 novembre 2026.
Le capital restant dû au 31 décembre 2024 s'élève à 119 710 €.
Le prêt est garanti par une promesse d'hypothèque sur les biens acquis, prise par acte séparé.

- Prêt de 400 000 € à l'origine à échéance du 16 décembre 2028.
Le capital restant dû au 31 décembre 2024 s'élève à 267 838 €.
Le prêt est garanti par une promesse d'hypothèque sur les biens acquis, prise par acte séparé.

- Prêt de 500 000 € à l'origine à échéance du 24 novembre 2029.
Le capital restant dû au 31 décembre 2024 s'élève à 364 070 €.
Le prêt est garanti par une promesse d'hypothèque sur les biens acquis, prise par acte séparé.

5-3 Effectif de l'Association au 31 décembre 2024

Personnel salarié (en têtes)	Nombre
Cadres	21
Non cadres (*)	245
Apprentis	12
Total	278

(*) *Dont 6 CDD de remplacement*

5-4 Rémunérations versés aux trois plus hauts cadres dirigeants

Conformément à l'article 20 de la Loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif, l'Association est amenée à communiquer le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeant bénévoles ou salariés.

La Loi précitée ne précise pas la définition de la notion de « cadre dirigeant bénévole et salarié ».

Au cas particulier de l'Association, il est rappelé que les Administrateurs ne sont pas rémunérés et ne bénéficient pas d'avantages en nature.

